



**PRÉFET
DES CÔTES-
D'ARMOR**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale
de la protection des
populations**

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL
portant décision suite à un examen au cas par cas
en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement
GAEC DUBOURG à LOHUEC**

Le préfet des Côtes-d'Armor

Vu la directive 2011/92/UE du parlement européen et du conseil du 13 décembre 2011 modifiée concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;

Vu la directive 2011/92/UE du parlement européen et du conseil du 13 décembre 2011 modifiée concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;

Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L. 122-1 II et IV, R. 122-2 et R. 122-3 ;

Vu la loi du 10 août 2018 pour un État au service d'une société de confiance (ESSOC) et notamment son article 62 modifiant les conditions de l'examen au cas par cas ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret du 23 octobre 2024 portant nomination de Monsieur François GUILLOTOU de KERÉVER, préfet des Côtes-d'Armor ;

Vu l'arrêté ministériel du 12 janvier 2017 fixant le modèle du formulaire de la demande d'examen au cas par cas en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral du 25 novembre 2024 portant délégation de signature à M. Georges SALAÛN, secrétaire général de la préfecture des Côtes-d'Armor ;

Vu l'arrêté préfectoral du 26 avril 2018 autorisant le GAEC DUBOURG, dont le siège social est situé au lieu-dit « Kerlavézan » à LOHUEC, à exploiter à cette adresse, un élevage porcin de 2892 animaux équivalents ;

Vu la preuve de dépôt du 10 juillet 2017 autorisant le GAEC DUBOURG, dont le siège social est situé au lieu-dit « Kerlavézan » à LOHUEC, à exploiter à cette adresse, un élevage de 50 bovins à l'engraissement ;

Vu la demande d'examen au cas par cas n° 2025-22-0006 présentée par le GAEC DUBOURG relative au projet de demande de modification de l'article 8 de l'arrêté préfectoral du 26 avril 2018 concernant le laveur d'air, reçue le 17 février 2025 et considérée complète le 19 mars 2025 ;

Considérant que le préfet de département est l'autorité de police mentionnée à l'article L. 171-8 et à l'article L. 122-1 et qu'il lui appartient de déterminer si la modification ou l'extension envisagée doit être soumise à évaluation environnementale ;

Considérant que la demande consiste en la non-mise en place du laveur d'air initialement prévu dans l'arrêté préfectoral d'autorisation du 26 avril 2018 avec enquête publique du 07 novembre 2017 au 09 décembre 2017 ;

Considérant que le projet se situe sur la commune de LOHUEC, hors bassin versant sensible aux algues vertes ;

Considérant que le projet n'est pas situé dans une zone sensible (Natura 2000, ZNIEFF, sites classés, zone humide...) ;

Considérant l'article 41 de l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation au titre des rubriques n° 2101 et 3660 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement : « l'exploitant d'une installation autorisée après la parution des conclusions MTD met en œuvre les meilleures techniques disponibles (MTD) » ;

Considérant que lors de l'enquête publique du 07 novembre 2017 au 09 décembre 2017, la mise en place d'un bâtiment avec laveur d'air répondait à « un objectif de performance (maîtrise des rejets, des nuisances...) à un coût acceptable, avec une prise en compte des conditions globales de l'exploitation » (extrait du rapport d'instruction de l'inspecteur de la direction départementale de la protection des populations (DDPP) en charge du dossier de la demande d'extension de l'élevage porcin GAEC DUBOURG à LOHUEC déposé le 11 mai 2017 et complété) ;

Considérant que « le projet a été conçu avec le souci de réduire les nuisances et les effets éventuels sur l'environnement » (extrait du rapport d'instruction de l'inspecteur de la DDPP en charge de l'instruction du dossier de la demande d'extension de l'élevage porcin GAEC DUBOURG à LOHUEC déposé le 11 mai 2017 et complété) ;

Considérant que la présence d'un laveur d'air sur le bâtiment projeté a été mis en avant dans le rapport du commissaire enquêteur qui précise dans ses conclusions :

« la qualité de l'air et la préservation de l'environnement olfactif, pour les riverains, semble constituer une préoccupation majeure pour l'exploitant puisqu'il est prévu un lavage de l'air pour le nouveau bâtiment afin de limiter l'augmentation de l'émission d'ammoniac »

« Ainsi, en regard de mes commentaires ci-dessus évoqués, je conclus sur un avis favorable »

Considérant le non-respect de l'article 8 (laveur d'air) de l'arrêté préfectoral d'autorisation avec enquête publique du 26 avril 2018 avec enquête publique du 07 novembre 2017 au 09 décembre 2017 ;

Considérant que la mise en place du laveur d'air est une MTD présentée au dossier d'enquête publique et s'impose à l'élevage autorisé en référence à l'article R. 515-59 du code de l'environnement ;

Considérant qu'aucune autre MTD listée dans le BREF élevage ou toutes autres techniques équivalentes ayant fait l'objet d'une publication au JO (Art R. 515-62 du code de l'environnement) n'est présentée concernant la maîtrise des émissions atmosphériques en remplacement de la technique du laveur d'air ;

Considérant que l'investissement financier était inclus lors du projet initial tel qu'indiqué dans le dossier de la demande d'extension de l'élevage porcin GAEC DUBOURG à LOHUEC déposé le 11 mai 2017 et complété ;

Considérant que le projet est de nature à présenter des dangers ou inconvénients pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Concluant qu'au vu de l'ensemble des informations fournies par le pétitionnaire, des éléments évoqués ci-avant et des connaissances disponibles à la date de la présente décision, le projet de modification du projet initial est susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement et sur la santé humaine au sens de l'annexe de l'article R. 122-3-1 du code de l'environnement **et justifie la réalisation d'une nouvelle évaluation environnementale** ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture des Côtes-d'Armor,

ARRÊTE :

Article 1^{er} : Rejet de la demande

La demande de dispense d'étude d'impact d'une installation classée pour la protection de l'environnement, déposée le 17 février 2025 par les représentants du GAEC DUBOURG au lieu-dit « Kerlavézan » à Lohuec **est rejetée**.

Article 2

En application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement, le projet de demande de dispense d'étude d'impact suite à la non mise en place du laveur d'air sur P4 prévu à l'article 8 de l'arrêté du 26/04/2018 avec enquête publique est **soumis à évaluation environnementale**.

La présente décision est délivrée au regard des informations contenues dans la demande (formulaire et ses annexes). Elle peut être remise en cause si les résultats d'études ultérieures mettent en évidence des impacts ou une sensibilité particulière du milieu.

Article 3 : Décision

Cette décision, délivrée en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement, ne dispense pas des autres procédures et autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis. Par ailleurs, l'absence de réalisation d'une étude d'impact ne dispense pas le pétitionnaire de mettre en œuvre les principes généraux énoncés à l'article L. 110-1 du code de l'environnement, particulièrement en ce qui concerne le principe d'action préventive et de correction.

Article 4 : Voies et délais de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Conformément à l'article R. 181-50 du code de l'environnement, le présent arrêté peut être déféré au tribunal administratif de Rennes (Hôtel de Bizien - 3 Contour de la Motte - 35044 Rennes Cedex) :

- 1° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour à la décision leur a été notifiée ;
- 2° Par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de deux mois à compter de :
 - a) L'affichage de la décision en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;
 - b) La publication de la décision sur le site internet des services de l'État en Côtes-d'Armor prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le tribunal administratif de Rennes peut être saisi par l'application « télérecours citoyens » accessible par le site : www.telerecours.fr.

Dans ce même délai de deux mois, la décision peut également faire l'objet :

- d'un recours gracieux, adressé à monsieur le Préfet des Côtes d'Armor - Direction Départementale de la Protection des Populations - service PRE - 9 rue du Sabot 22440 PLOUFRAGAN ;
- d'un recours hiérarchique adressé à madame la ministre de la transition écologique, de la biodiversité, de la forêt, de la mer et de la pêche - Direction Générale de la Prévention des Risques- Grande Arche de la Défense Paroi Sud - 92055 LA DEFENSE CEDEX.

Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

En application de l'article R. 181-51 du code de l'environnement, tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à Monsieur le Préfet des Côtes-d'Armor et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité du recours contentieux. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux.

La notification du recours à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision est réputée accomplie à la date d'envoi de la lettre recommandée avec avis de réception. Cette date est établie par le certificat de dépôt de la lettre recommandée auprès des services postaux.

Article 5 : Publication

Le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État en Côtes d'Armor pendant deux mois minimum.

Article 6 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture des Côtes-d'Armor, le maire de LOHUEC et le directeur départemental de la protection des populations sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie est notifiée au pétitionnaire pour être conservée en permanence et présentée à toute réquisition des autorités administratives.

Saint-Brieuc, le 28 MARS 2025

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,

Georges SALAÜN

